

Geste de réconciliation de Ouattara en Côte d'Ivoire P.3

Les « prisonniers personnels » de Faure Gnassingbé attendent leur miracle



Faure et Kpatcha Gnassingbé

**A qui profite la profanation des
symboles de l'Islam au Togo ?**

**De la nécessité d'aller au-delà
de la « littérature » et retrouver
les « vrais » auteurs** P.3



Col Yark Damehame

Fin du bras de fer à la DSID P.4

**Les agents enquêteurs
agricoles obtiennent
un contrat de 6 mois**



Ouro-Koura Agadazi



LIBERTE - INFO

Position du RCDTI sur la feuille de route

Avenir du Togo : La CEDEAO choisit l'avenir de Faure Gnassingbé

Durant tout le mois de juillet, le Togo fut le théâtre d'une campagne médiatique. Celle-ci était destinée à différer les échéances politiques et tenir en haleine le peuple, surtout sa partie la plus consciente. Il s'agit principalement de tous les citoyens démocrates togolais qui constituent l'ossature de la lutte actuelle pour les libertés et la démocratie. En réalité, entre le 19 août 2017 et le 19 août 2018, il faut bien constater que les techniques utilisées par le pouvoir de Faure Gnassingbé ont permis outre la confusion, la neutralisation discrète de la volonté du Peuple togolais de faire appliquer immédiatement la Constitution de 1992 qu'il s'est choisi démocratiquement à plus de 97 %.

La responsabilité des uns et des autres doit être engagée. Celle de la CEDEAO assurément. Comment croire cette CEDEAO qui en 2005, 2010 et 2015 a systématiquement avalisé le statu quo au Togo ? Pourquoi cette même CEDEAO devrait-elle proposer autre chose qu'un statu quo modernisé ?

Lors de la 53e session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le choix du Président du Nigeria, Muhamadu Buhari comme nouveau Président en exercice de la CEDEAO pour un an pourrait modifier la donne et sortir le Togo du statu quo. Ce choix est intervenu à la fin de la Conférence des chefs d'Etat et non au début comme cela se fait à l'Union africaine.

En effet, les décisions concernant le Togo qui ont été prises l'ont été sous le mandat de Faure Gnassingbé, le Président en exercice. Le Statu quo était donc inévitable. Aussi, tous ceux qui veulent la fin du statu quo au Togo doivent se retrouver autour d'un Programme commun et convaincre le nouveau Président de la CEDEAO de revoir les décisions de son prédécesseur à la lumière du non-respect de la Constitution de 1992 et d'une proposition commune pour l'avenir du Togo.

1. CEDEAO : avaliser la feuille de route proposée par Faure Gnassingbé

A l'issue d'un sommet tenu à Lomé les 30 et 31 juillet, la 53e session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a enfin produit sa Feuille de Route sur le Togo, qui selon l'institution sous régionale, est sensée contribuer, de manière durable, à la résolution de la crise politique soulevée par « l'Insurrection populaire du 19 août 2017 ».

En effet, cette Feuille de route est étrangement proche de ce que souhaite le pouvoir de Faure Gnassingbé à savoir :

a. Résoudre la crise togolaise en allant aux élections législatives, en principe le 20 décembre 2018 si certaines conditions sont remplies ;

b. La révision de la composition de la Cour Constitutionnelle ;
c. Un mandat présidentiel limité à deux mandats à partir de 2020, d'où la confirmation par la CEDEAO du troisième mandat actuel illégitime et usurpé couvrant la période de 2015-2020 de Faure Gnassingbé ;

d. La reconduction du mode de scrutin à deux tours existant dans la Constitution de 1992 pour l'élection du Président de la République mais à partir de 2020, ce qui permet à la CEDEAO de faire oublier ses incohérences et erreurs passées permettant d'avaliser des élections frauduleuses sans vérité des

urnes au Togo ;

e. La confirmation par la CEDEAO de l'utilité de réaliser des réformes inscrites dans l'accord politique global de 2006 (APG) et reconfirmé régulièrement notamment dans le rapport de la Commission Vérité-Justice-Réconciliation (CVJR) ainsi que toutes les structures non indépendantes créées par Faure Gnassingbé qui a permis de ne pas appliquer l'APG ou de proposer des réformes qui favorisent le statu quo sous d'autres formes ;

f. L'acceptation du vote de la Diaspora sans pour autant exiger un recensement transparent et un délai pour la reconstitution d'un fichier électoral non falsifiée d'avance avec l'élimination sur les listes d'une grande partie de la Diaspora indépendante ;

g. L'adoption des réformes proposées par la CEDEAO devront se faire par un vote au parlement togolais dominé des élus à partir d'élections sans vérité des urnes ; A croire que la CEDEAO a été ensorcelé par le pouvoir en place pour répéter exactement ce que souhaite ce pouvoir ;

h. L'exhortation de la CEDEAO à toutes les parties prenantes au dossier (Gouvernement et la Coalition des 14 partis politiques) à un respect strict de la Constitution modifiée par Faure Gnassingbé et non de la Constitution de 1992 réclamée par le Peuple togolais ; et enfin

i. La possibilité pour Faure Gnassingbé de se présenter aux élections présidentielles de 2020 et donc le rejet du retour à la Constitution de 1992, illégalement modifiée par le pouvoir en place sur la base du non-respect du parallélisme des formes juridiques. En effet, une Constitution choisie par le Peuple par référendum n'a pas été modifiée par référendum mais par une modification unilatérale avalisée par un parlement issu d'élections sans vérité des urnes et dominé par les représentants des partis politiques alignés sur Faure Gnassingbé ;

En vérité, dans le Rapport final de la CEDEAO produit à l'issue du sommet notamment dans la partie consacrée au Togo, les recommandations qui en découlent, ne semblent pas de nature à apporter les éclaircissements attendus, en regard des revendications précises portées par l'Insurrection populaire du 19 août 2017, à savoir notamment :

• Le retour à la constitution de 1992 ;

• le départ définitif du pouvoir de Faure Gnassingbé ; celui-ci ayant déjà effectué deux mandats et usurpé un troisième, chaque fois en foulant aux pieds la vérité des urnes qui si elle avait droit de cité au Togo, l'aurait depuis 2005 évincé du pouvoir.

• la transition politique sans un rapport de force en faveur de Faure Gnassingbé et son système militaro-civil.

2. La CEDEAO opte pour le statu quo : des réformes de façade avec un suivi officiel

En effet, comment comprendre que le simple refus du pouvoir Gnassingbé de faire des réformes constitutionnelles et institutionnelles acceptées par ce même pouvoir des Gnassingbé en 2006, par l'opposition de l'époque, validés par la Communauté internationale et par la CEDEAO dans le cadre de l'Accord Politique Global de 2006 s'est graduellement transformé en une colère du Peuple togolais exigeant le départ immédiat de Faure Gnassingbé avec deux ans de retard, suite à l'insurrection populaire initiée par Tikpi Atchadam le 19 août 2017.

La majorité du Peuple togolais ne conçoit pas l'avenir du Togo



Yves Ekoué Amaïzo

avec ceux-là même qui conçoivent l'avenir du Togo sur une base de l'exclusion de ceux qui ne sont pas inféodés au pouvoir en place. Aussi, le Peuple, mal informé par son opposition d'alors, a voulu rappeler que la Constitution de 1992 ne permettait pas à Faure Gnassingbé de faire un troisième mandat. Sauf que la Constitution n'est pas une assurance tous risques. Aussi, en acceptant de faire des compromis, voire des compromissions sur un fichier électoral fallacieux excluant la Diaspora togolaise, en ne manifestant pas clairement une désapprobation des modifications unilatérales et prohibées de la Constitution de 1992, en considérant l'insurrection populaire comme un instrument de lutte à n'utiliser qu'en dernier ressort, et acceptant aussi des achats de consciences et le silence imposé par des militaires non républicains à la solde du pouvoir en place, le Peuple togolais s'est retrouvé piégé dans un vrai « faux »

Dialogue. Les négociations n'étant plus possibles sauf à la marge, il fallait s'attendre à ce que les positions illégitimes du pouvoir de Faure Gnassingbé soient avalisées en douceur par la CEDEAO, et demain par une certaine Communauté internationale.

La réalité est que ce n'est pas ce que souhaitait, ni ce que souhaite le Peuple togolais et sa Diaspora plurielle et indépendante.

Alors, il ne faudra pas s'étonner que les colères étouffées du Peuple togolais et l'hypocrisie généralisée de ceux qui se sont accordés dès le début d'aller à des élections sans maîtrise et déstabilisatrice. Il faut s'attendre à des convulsions et des turbulences en perspective au Togo si la feuille de route de la CEDEAO sous présidence de Faure Gnassingbé est appliquée au Togo. Là encore, le Peuple togolais ne pourra pas être tenu pour responsable sauf peut-être d'avoir invariablement accepté que son avenir soit déterminé par ceux qui, en fait, organisent et cela systématiquement, l'avenir de Faure Gnassingbé. Que personne ne se trompe ! La CEDEAO a en fait opté pour le statu quo et ne proposent en fait que des réformes de façade. Le comité de suivi permet d'autocensurer le Peuple togolais pour qu'il « oublie » l'insurrection populaire de 19 août 2017. LA RCDTI sera aux côtés du Peuple togolais lorsqu'il aura compris la

supercherie qui consiste à proposer l'avenir du Togo avec Faure Gnassingbé.

3. Un verbiage destiné à démobiliser et désarmer les oppositions ?

Nul doute que le « fameux » dialogue va désormais se poursuivre, mais il convient de mettre en garde solennellement les acteurs de l'Insurrection populaire du 19 août 2017, qu'avec cette Feuille de Route, le dialogue peut durer ad vitam aeternam, à l'instar des 27 dialogues qui ont précédé celui-ci sous l'ère de la dynastie des monarques républicains Gnassingbé.

La particularité de cette Feuille de Route, c'est d'essayer sans le dire de « faire plaisir » tout le monde, car hormis deux ou trois recommandations précises, elle se contente d'égrener des généralités, ne précise rien dans le détail, ne définit aucun cadre ni contour et ne fixe aucune limite, sauf celle de l'organisation des élections législatives le 20 décembre 2018 - soit cinq jours à peine avant les fêtes de Noël.

En fait la Feuille de route de la CEDEAO ressemble davantage à l'histoire du verre à moitié vide ou à moitié plein, selon l'appréciation que chacun peut porter. En clair ce texte est destiné à satisfaire toutes les parties.

Mais les chefs d'Etats de la CEDEAO signataires de ce texte, semblent avoir oublié qu'en aucun cas la

Suite à la page 6

Mode

Afrocaribéen Fashion à l'honneur le 18 août à Lomé

Kambo Trend et Dona Multi Services (KAMBC Trend) organise le 18 août 2018 prochain à l'hôtel Eda-Oba à Lomé, l'évènement Afrocaribéen Fashion placé sous le thème : « La Mode Antilles au Togo », sous le parrainage du ministère de la Communication, de la Culture, des Sports et de la Formation civique.

L'annonce a été faite au cours d'une conférence de presse organisée le 4 août à Lomé et qui a réuni, outre les promoteurs de l'évènement, d'Almeida Elpidio, Directeur de Kambo Trend et Dona Multi Services et organisateur de l'évènement, Jean-Marie Woglo, Directeur général de Futuris Com Plus et chargé à la communication, Fortune Maldja, styliste togolaise résident en Guadeloupe et promotrice d'Afrocaribéen Fashion, Silly Duarte, animateur et membre de la cellule communication, des professionnels des médias, des stylistes, animateurs et mannequins.

Afrocaribéen Fashion, comme son nom l'indique, est un évènement de mode dédié au brassage du style vestimentaire africain et caribéen où élégance et prestance sont au rendez-vous. Un évènement qui vise à reconnaître et à valoriser l'identité africaine multicolore de l'Outre-Mer. Un voyage culturel qui vous amène vers un Caraïbe en Pagne et une Afrique en Madras (tissu caribéen) sous la houlette de la talentueuse Fortune Maldja. Afrocaribéen se veut également un retour aux sources, le brassage entre les cultures africaines et antillaises, et l'éveil des consciences noires.

Le 18 août 2018, la salle 300 de l'hôtel Eda-Oba propose un somptueux défilé de mode, avec des stylistes de renom comme Navaro Style du Bénin, Mesme Creation du Ghana, Couture St Bruno du Togo et bien évidemment la promotrice de l'évènement Fortune Maldja. Sera également de la

partie, la Top model allemande, Jacqueline Boer. En tête d'affiche, il y aura des artistes comme Edem Drackey, Zedi et le club de danse Orion.

Le point d'orgue de la soirée sera l'exposition-vente qui sera une occasion pour le public de découvrir

et d'acheter des tenues antillaises, des chefs-d'œuvre de Fortune Maldja. Un évènement qui saura satisfaire le plus exigeant des publics.

Komi Oboubé Afanchaho (Stagiaire)



Sans détour

A qui profite la profanation des symboles de l'Islam au Togo ?

« Si tu négliges un complot, c'est qu'il a été tressé en ta présence », (Massa Makan Diabaté)

La lancinante question qui trotte dans les esprits de tout concitoyen sensé depuis la profanation en série des mosquées, lieux de culte musulmans et la mise à feu des exemplaires du Coran, est celle de savoir qui exécutent ces actes d'une abjection rare. Mais au-delà, pourquoi cette subite envie de s'attaquer à des symboles musulmans? Au final, qui a intérêt à ce que la communauté musulmane au Togo vire à une colère bien rouge et tombe dans le cycle infernal d'un extrémisme « violent » ? Dans les années 90, Eyadéma avait tout au plus recouru à de tels actes contre Mgr Philippe Fanoko Kpodzro, qui incarnait une vive hostilité à son pouvoir. Mais, jamais il n'y a eu de guerre entre chrétiens et musulmans, comme c'est le quotidien dans certains pays africains, notamment le Nigeria, le Soudan du Sud, etc.

Toutefois, la proportion que prennent les attaques contre les symboles de l'Islam au Togo cache mal des intentions de menacer la paix sociale en alimentant la haine des musulmans et en les poussant à des actes « terroristes » ou reflétant un extrémisme violent. Le projet est donc diabolique et seuls ceux qui sont sans foi ni loi peuvent commanditer et perpétrer des actes aussi exécrables. Le 1^{er} élément d'une analyse à l'effet de débusquer les auteurs et les commanditaires de ces actes est le timing choisi par ces hors-la-loi d'une autre espèce dans notre pays. La 1^{ère} attaque a eu lieu à Tchintchinda, à Kara. Exactement dans un contexte de fortes tensions politiques exacerbées par le rapt de l'imam Al Hassan Mollah réputé proche de Tikpi Atchadam. Et plus généralement sur fond d'accusations de jhādisme, de terrorisme, d'extrémisme violent visant l'homme par qui le nouveau bras de fer du peuple togolais avec le pouvoir Faure Gnassingbé a commencé. Des thèses qui n'ont évidemment brillé que par leur platitude à nulle autre pareille.

A tout point de vue, la recrudescence des attaques visant les mosquées et des exemplaires du Coran, en pleins préparatifs du sommet Cedeao-Ceeac centré sur la paix, la sécurité, la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent dans les deux sous-régions est, pour le moins, curieuse. Et encore moins d'une semaine après le coup de pub que s'est offert le régime Faure Gnassingbé en organisant ce sommet. Encore plus curieuse la facilité déconcertante avec laquelle ces individus lugubres ont opéré, à quelques encablures seulement du camp abritant les Forces d'Intervention Rapide à Agoè. Ceux-ci auraient-ils pu bénéficier du soutien de certaines autorités politiques et/ou militaires ? A l'analyse, c'est loin d'être improbable. Et c'est le second élément d'analyse. A qui profite le crime ? Certains ont visiblement besoin d'éléments de preuves pour accréditer leur thèse jhādiste. Le scénario consiste manifestement à profaner des symboles de l'Islam, à susciter un extrémisme violent parmi la communauté musulmane par des actes condamnables et à les brandir pour charger l'homme de Kparatao. Dans une forte probabilité, ces actes pourraient profiter au pouvoir ou à certains de ses dignitaires, au cas où le scénario n'aurait pas été validé par le sommet. Et ce peut être l'œuvre des caciques, le camp de ceux qui ne jurent que par « Faure Gnassingbé ou le chaos ». Hélas ! Ils ne seront nullement inquiétés. L'enquête que réclament les dignitaires de la communauté musulmane du Togo et que promet le duo Yark Damehane- Pius Agbetomey peut n'être qu'une autre de cette interminable série d'enquêtes que l'on ouvre... et qu'on ne boucle jamais. Mais, la communauté musulmane devrait éviter ce piège des ennemis du Togo.

Meursault A.

Geste de réconciliation de Ouattara en Côte d'Ivoire

Les « prisonniers personnels » de Faure Gnassingbé attendent leur miracle

Alassane Dramane Ouattara, gracier Simone Gbagbo, qui fait partie de ses « prisonniers personnels » ? C'était impensable, même dans un rêve, jusqu'au lundi 6 août 2018 quand ADO a surpris son monde en amnistiant un certain nombre de détenus politiques parmi lesquels la femme de Laurent Gbagbo. Un geste certain de réconciliation nationale dans un pays déchiré par des années de guerre civile. Et le commun des citoyens togolais souhaiterait vivement voir Faure Gnassingbé s'en inspirer au Togo...

ADO, un geste de réconciliation

Parlant de surprise, ce fut vraiment une. Même si c'était l'anniversaire de la célébration de l'indépendance de la Côte d'Ivoire, une occasion propice à ces genres de décisions de la part des dirigeants, personne ne devrait s'attendre à un tel geste de la part d'Alassane Ouattara. Il a surpris son monde, en annonçant lors de son discours à la Nation, l'amnistie pour huit cents (800) détenus politiques impliqués dans la crise politique liée à l'élection présidentielle de 2010 ayant entraîné au moins trois mille (3000) morts, mais aussi pour des infractions contre la sûreté de l'État commises après son investiture, le 21 mai 2011. Et parmi les personnes bénéficiaires de cette grâce, Simone Gbagbo, la femme de l'ancien Président Laurent Gbagbo, aujourd'hui incarcéré à la Haye.

Au-delà de la personne de Simone, c'est la symbolique du geste qui interpelle. Elle fait partie de ceux qu'il convient d'appeler les « prisonniers personnels d'Alassane Ouattara », ses « butins de guerre », poursuivie pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, et condamnée en 2011 à vingt (20) ans de réclusion criminelle pour atteinte à la sûreté de l'Etat. L'intéressée et son avocat ont été surpris par cette décision d'Alassane Ouattara. « Je suis actuellement à l'école de gendarmerie avec Simone Gbagbo. Je viens de lui apprendre la nouvelle de son amnistie. Elle est ravie et elle est impatient de rentrer chez elle. Je ne m'y attendais pas du tout. Pour moi, cette amnistie était à mettre sur le compte des rumeurs, je l'ai apprise en regardant le président Alassane Ouattara ce soir à la télévision », a déclaré à



Kpacha Gnassingbé et son frère Faure Gnassingbé

Jeune Afrique Me Rodrigue Dadjé, l'avocat de l'ancienne Première dame, dans les minutes qui ont suivi l'annonce. Elle devrait recouvrer sa liberté dans la semaine après les formalités.

Faut-il le rappeler, deux ministres dont Assoa Adou, Lida Kouassi (il était arrêté au Togo et extradé en Côte d'Ivoire, au nom du principe de bons procédés, Ndlr) et bien d'autres cadres de l'ancien régime sont aussi concernés par cette amnistie. Au moins 500 personnes de ce lot de 800 bénéficiaires étaient déjà en liberté provisoire et/ou en exil.

Cette amnistie générale est un réel coup de pouce donné à la réconciliation nationale qui avait déjà du mal à prendre forme en Côte d'Ivoire. « Il s'agit là d'une mesure de clémence de la nation entière envers ses filles et ses fils. J'invite tous les bénéficiaires de cette amnistie à faire en sorte

que notre pays ne revive plus jamais de tels événements et ne sombre plus jamais dans la violence », a déclaré Alassane Ouattara dans son allocution. La motivation doit être en cas très forte pour pousser ADO à faire ce geste.

Kpacha et cie tournent leurs regards vers Faure Gnassingbé

Qu'on le dise tout de suite, ADO n'est pas un parangon de vertus, loin s'en faut. Mais l'homme sait surprendre agréablement, et certains de ses gestes sont suffisants pour lui valoir l'absolution, comme cette grâce accordée à ses « prisonniers personnels » de la crise postélectorale de 2010. Ces gens ont des responsabilités avérées dans la survenue de ces événements qui avaient coûté la vie à 3000 Ivoiriens et mériteraient peut-être de rester en prison pour bien plus longtemps, ne serait-ce que pour satisfaire son égo. Ouattara avait toutes les raisons de garder en prison Simone Gbagbo, présentée comme la tête pensante, l'inspiratrice de la résistance de Laurent Gbagbo à l'époque, la mauvaise conseillère, pour tout le mal qu'elle

Suite à la page 4

Profanation des mosquées

De la nécessité d'aller au-delà de la « littérature » et retrouver les « vrais » auteurs

Une, deux, trois et quatre. C'est le nombre de mosquées qui ont été profanées à Lomé, notamment dans la préfecture d'Agoè ces derniers jours. Certaines ont été saccagées, d'autres incendiées. Ces actes d'un autre âge suscitent un torrent de réactions. Après celle du gouvernement, c'est au tour de l'Union musulmane du Togo de faire part de son indignation à travers une déclaration. Seulement, ces déclarations ne s'arrêtent qu'à la condamnation de ces actes et à la demande d'enquête, que l'autorité promet de diligenter. Mais à y voir de près, le mal paraît plus profond et appelle à plus de tact et de circonspection. D'aucuns soupçonnent une entreprise « machiavélique » visant à pousser la communauté musulmane, incarnée en partie par les Tem (très actifs dans la contestation du pouvoir) sur un terrain « glissant ».

A ce jour, on dénombre la profanation de quatre mosquées dans la préfecture d'Agoè. Elles sont situées dans les quartiers Agoè-Nyivé, Démakpoè, Honkui, Sogbossito et Agoè-Centre. Des individus non encore identifiés pénètrent par effraction dans ces lieux saints, déchirent les livres saints (le Coran surtout) avant d'y mettre le feu. Tel est le mode opératoire et cela inquiète plus d'un.

Le gouvernement a dépêché deux de ses membres sur les lieux pour constater les dégâts. Il s'agit du ministre de la Sécurité et de la Protection civile, le Général Yark Damehane et son collègue Garde des sceaux, ministre de la Justice chargé des Relations avec les Institutions de la République, Pius Agbetomey. Pour eux, ce



Col Yark Damehane

sont des actes ignobles qui ne resteront pas impunis. « Depuis deux semaines, nous assistons dans la capitale, particulièrement dans la zone d'Agoè-Démakpoè, à la profanation des mosquées. Je ne sais pas si ce sont des êtres humains qui le font ou c'est des animaux qui le font. Et si c'est des êtres humains, qu'ils se ressaisissent. Qu'est-ce qu'on peut avancer comme raison pour se mettre à profaner des mosquées, brûler le Coran ? Les instructions sont fermes, nous allons nous mettre au travail pour découvrir et démanteler ceux-là qui le font », a indiqué Yark Damehane. « La justice est prête pour jouer son rôle régalién et lever le masque sur les fauteurs de trouble, alors nous serons prêts à agir sans relâche et avec fermeté contre ces profanateurs », a renchéri Pius Agbetomey.

Après la sortie gouvernementale, l'Union musulmane, concernée au premier plan par ces actes a tenu à réagir. Au cours d'un point de presse, elle a livré la quintessence de son message. L'UMT dénonce « une série d'actes de sabotage et de provocation qui s'apparente à des crimes de lèse-majesté à l'endroit de la communauté

Suite à la page 4

NATION

Fin du bras de fer à la DSID

Les agents enquêteurs agricoles obtiennent un contrat de 6 mois

Les agents enquêteurs agricoles et la Direction des Statistiques Agricoles, de l'Informatique et de la Documentation (DSID) ont trouvé un terrain d'entente par rapport aux conditions de déroulement des activités de collecte des données statistiques pour le compte de la campagne agricole 2018-2019. Une issue favorable à la crise née des divergences portant sur la durée du contrat des agents enquêteurs agricoles.

Les activités de collecte des données statistiques pour le compte de la campagne agricole 2018-2019 peuvent enfin commencer. Dans une lettre en date du 03 août 2018, la Direction des Statistiques Agricoles, de l'Informatique et de la Documentation (DSID) a informé les agents de la prise en compte de leurs revendications sur les conditions de travail. « En réponse à votre courrier du 1^{er} août 2018 et sur instruction de M. le ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, je viens par la présente vous confirmer les conditions de déroulement des activités de collecte des données statistiques au titre de la campagne agricole 2018-2019 », a écrit Komi Djeguema, Directeur Général de la DSID.

C'est une satisfaction partielle des doléances des agents enquêteurs agricoles, mais qui a le mérite d'apaiser la tension au sein de la DSID et qui risquait de priver le Togo de données statistiques sur l'agriculture pour la campagne 2018-2019. « Le bras de fer entre



Ouro-Koura Agadazi

la Direction et les agents enquêteurs ayant pour conséquences le boycott et le retard des activités de collecte de données auprès des exploitants agricoles a trouvé une solution grâce à l'implication du ministre de tutelle. Le Col. Ouro-Koura Agadazi a su obtenir de justesse un contrat de six (06) mois aux agents enquêteurs agricoles pour le compte de la campagne agricole 2018-2019. Une signature d'un protocole d'accord sur les acquis, se félicite une source.

Concrètement, il s'agit

du versement d'indemnités de collectes pour une durée de 6 mois (2 mois pour la grande saison, 2 mois pour la petite saison et la contre-saison, et 2 mois pour l'enquête inter-censitaire), d'une dotation de carburant par agent et par opération, d'une dotation de frais de communication par agent et par opération, et d'un forfait annuel de frais d'entretien des motos pour chaque agent.

Malgré leur satisfaction, les agents enquêteurs agricoles estiment qu'il y a des carences dans la gestion des ressources de la

structure. Pour eux, la crise aurait pu trouver solution sans que l'on en arrive à accumuler un retard dans la collecte des données. « Chose étonnante, c'est une situation qu'auraient pu défendre et obtenir auprès des autorités compétentes pour une amélioration des conditions de vie et de travail de leurs agents, les soi-disant techniciens et ingénieurs chevronnés de la Direction », déplore la source.

A l'en croire, il existerait deux catégories d'agents à la DSID. Celle qui bénéficie de toutes les largesses et celle qui ne gagnerait rien. « Derrière cet iceberg se cache une Direction qui se trouve être une véritable caverne d'Ali Baba où coulent le lait et le miel pour certains responsables et un véritable calvaire pour d'autres. Une Direction gérée de façon autoritaire, opaque et obscure entre le Directeur et son comptable, les deux

entourés de mauvais conseillers qui mettent au premier plan leurs intérêts personnels. Le premier responsable semble incapable d'assurer la continuité du fonctionnement de l'administration afin de préserver les acquis de ses prédécesseurs et de l'Etat. Ils sont toujours entre deux avions pour des colloques, séminaires, ateliers et missions sans aucune restitution ni mise en application des multiples recommandations », assure notre source.

Selon les informations, la gestion actuelle conduit inéluctablement à une situation compliquée pour la DSID.

Pour rappel, les agents avaient exigé un contrat couvrant les douze mois de la campagne agricole 2018-2019 et l'amélioration des conditions de travail.

G.A.

De la nécessité d'aller au-delà de la « littérature » et retrouver les « vrais » auteurs

Suite de la page 3

musulmane tout entière », commis par des « hommes sans foi qui déclarent la guerre à l'islam et à Dieu ».

L'UMT dénonce et condamne « avec force tous ces actes de vandalisme et attire l'attention de la communauté nationale et internationale que celui qui a révélé le Saint Coran en est le Gardien et les mosquées ses Maisons ». « [...] la profanation des écritures saintes et la destruction des matériels de célébration de la prière dans les mosquées participent sans doute à entraver la liberté de culte des fidèles des mosquées vandalisées. La répétition de tels actes met à rude épreuve la communauté musulmane », lit-on dans la déclaration.

Au-delà de ce flot de réactions, il y a nécessité de poser des actes concrets afin d'identifier les auteurs et probablement leurs commanditaires. Comme l'a souligné l'UMT dans son communiqué, ces actes sont d'une extrême gravité pour qu'on n'y mette pas le sérieux et l'application nécessaire pour mettre hors état de nuire ces individus. Pour elle, les « auteurs de ces actes de vandalisme cherchent tous azimuts à mettre en péril le vivre ensemble religieux et l'entente inter-religions au Togo ne verront pas leurs objectifs atteints et les musulmans vivront en parfaite harmonie comme toujours avec toutes les obédiences religieuses ».

Les autorités disent avoir ouvert une enquête pour situer les responsabilités. Seulement au Togo, on sait quand on ouvre ces genres d'enquêtes, mais jamais quand on les referme. Il est fondamental que celle-ci ne subisse pas le même sort. Aussi faut-il d'ores

et déjà relever quelques failles dans l'attitude du gouvernement. Pourquoi n'avoir pas pris des dispositions au temps opportun pour protéger les mosquées, du moins dans la zone ciblée afin d'éviter que d'autres mosquées subissent le même sort ? L'UMT demande aux autorités de redoubler d'efforts dans la sécurisation des lieux de culte dans notre pays. Mais de quel effort nous parle-t-on, si jusqu'à présent, il n'y a rien dans ce sens. Comme d'habitude, on se contente de faire des déclarations, à l'emporte-pièce et après, plus rien.

Dans la communauté musulmane, l'inquiétude est grandissante. Certains appellent les auteurs à revenir à la raison. « Nous invitons les auteurs de troubles à revenir à de meilleurs sentiments afin de ne pas mettre ce pays en branle. Le prophète Mahomet (paix et salut sur lui) a dit : « celui qui profane la maison de Dieu subira cette même profanation à sa mort ». Nous invitons donc le gouvernement à prendre des mesures idoines afin d'assurer la protection des diverses mosquées et nous invitons aussi toute la communauté musulmane à être éveillée afin de mettre la main sur ces malfrats. Le moment est sensible et le pire peut arriver à tout moment. On a aussi l'impression que ce sont des représailles contre une communauté donnée. Il s'agit bien d'Agoè, où on sait bien qu'actuellement c'est le fief d'un parti politique qui fait peur. Veut-on pousser les gens sur un terrain religieux et provoquer des conflits et en tirer profit ? la question reste toute posée. Mais que les gens arrêtent ces bêtises car les conséquences seront irréversibles », assure un jeune musulman.

S.A.

Les « prisonniers personnels » de Faure Gnassingbé attendent leur miracle

Suite de la page 3

lui a fait. ADO tenait l'occasion de se venger. Mais au nom de la réconciliation des Ivoiriens, condition essentielle au retour total de la paix, il a gracié ces hommes et femmes.

ADO n'est pas un

extraterrestre, il n'a pas deux cornes sur la tête, c'est un humain, un dirigeant normal, sensible, responsable... Ce geste, Faure Gnassingbé peut aussi le faire, au nom de la réconciliation au Togo. Des « prisonniers personnels », il en a énormément dans les geôles au Togo. Ce sont ces citoyens arrêtés et mis au gnotif dans des dossiers divers mais éminemment politiques. Le premier de la liste, c'est sans doute son demi-frère Kpacha. L'ancien député de la Kozah n'est pas plus reprochable que Simone Gbagbo en Côte d'Ivoire. Il aurait (juste) voulu faire un coup d'Etat le 12 avril 2009 – c'est en tout cas la version officielle –, personne n'est décédé, contrairement à Simone dont l'acte a participé à la mort de 3000 Ivoiriens au moins. Beaucoup d'observateurs la voient même déjà comme candidate naturelle à l'élection présidentielle de 2020. Ce risque, ADO l'a bien mesuré. Mais il ne s'est pas laissé braquer par ces calculs politiques. Le désir de réconciliation était plus fort, il a transcendé tout ça. Faure Gnassingbé peut aussi le faire.

Il peut libérer Kpacha Gnassingbé condamné en septembre 2011 à 20 ans de prison et le reste des détenus dans cette affaire d'atteinte à la sûreté de l'Etat. D'ailleurs des passerelles existent pour cela. Bien de démarches avaient été organisées par des tiers, l'intéressé lui-même aurait requis le pardon à maintes reprises, mais Faure est resté insensible. Des

indiscrétions font même état de ce que, dans le cadre de la facilitation du dialogue de sortie de la crise actuelle, le cas Kpacha a été aussi défendu par le Président ghanéen Nana Akufo-Addo qui en a fait une affaire personnelle, des promesses à lui faites par Faure Gnassingbé dans le sens de sa libération. Mais jamais le Prince n'a joint l'acte à la parole.

Au-delà du cas de l'ancien député de la Kozah, il y a le dossier du reliquat des personnes arrêtées et détenues dans le cadre des manifestations marquant la crise politique depuis le 19 août 2017. Ils seraient encore la soixantaine environ dans les prisons. Les plus illustres sont sans doute les membres du Mouvement Nubueke, Joseph Eza et Messenth Kokodoko, le Président du Réseau des jeunes africains pour la démocratie et le développement (REJADD) Assiba Johnson. Faure Gnassingbé peut ordonner la libération de ces personnes. Ce serait une manifestation de sa bonne foi chantée par ses griots, dans le cadre des mesures d'apaisement pour une sortie de crise au Togo. Au finish, c'est lui-même qui sera le grand bénéficiaire d'une éventuelle grâce en faveur de ces détenus politiques au Togo. Un élargissement de son demi-frère Kpacha et de ces autres détenus politiques ne fera que booster la réconciliation nationale...

Tino Kossi

LIBERTE

Récépissé N° 0263/02/03/05/HAAC
08 B.P. 80 744 Tél 90-33-53-80
Fax 22-22-09-55
E-mail: libertehebdo2@yahoo.fr
libertehebdo2@gmail.com
siteweb: www.liberte-togo.com
Casier MJ : N° 29

Directeur de la Publication (P.I.)
Médard K. AMETEPE
90-33-53-80 / 99-41-59-58
Rédacteur en chef
NYIDIKU K. Agbenyo
90-33-47-36

Rédacteurs

Tino KOSSI	Abbé FARIA
Rita TOKOFAÏ	Géraud AFANGNOWOU
Didier LEDOUX	Shalom AMETOKPO
Meurseault A.	Ben Late

Caricaturiste

Donisen DONALD

Graphiste

Latévi LAWSON-AKATO

Webmaster

Godson KETOMAGNAN

Service Commercial

91-72 -68-72

Impression

Groupe de Presse Liberté

Tirage : 2500 exemplaires

Publication du Groupe de Presse
Liberté (GPL)



Libertinage

Les gars, combien avez-vous tué finalement ?

On dit souvent que lorsqu'on te dit que tu es laid, ça fait honte; et de même que lorsqu'on te qualifie de très beau gosse, ça fait aussi honte. Mais apparemment, les « gouvernailleurs » là qui tiennent les câbles et veulent régenter le « Gnassingbeland » l'ignorent. Parfois on se dit qu'ils se sont trompés de vocation et qu'ils doivent faire de bons acteurs de théâtre. La chose est « honnn... » comme ça, mais ils serrent la mine et mentent sans état d'âme.

Si personne n'est « cadavré » (mort) au cours de la crise « kpolitique » depuis bientôt un an, « Faure-vi » n'a qu'à nous le dire et comme ça, on va fermer notre bouche kpoou. Si aucun « mon pays » n'a tiré sur aucun manifestant ou militant de l'opposition dans la rue, on n'a qu'à nous le dire et on va fermer notre bouche kpoou. Si on n'a pas tiré sur les enfants des gens, tué le petit Abdoulaye Yacoubou à Mango, Rachid Agoro à Bafilo, le petit Jojo à Lomé, que le « gouverne et ment » nous le dise. Comme ça on saura qu'aucun civil n'a été tué par les gentils militaires « gnassingbélendais », qui aiment d'ailleurs bisouter les civils qu'ils rencontrent sur leur route.

Hier, c'est au pauvre Assiba Johnson que le pouvoir s'est pris. Son péché originel ou son crime, c'est d'avoir élaboré un rapport et dit que ce sont plus de cent (100) personnes qui ont été gentiment tuées. Ça a suscité la colère du régime qui a mis la main, comme un malpropre, sur le pauvre Assiba qu'il a foutu en prison depuis 4 mois. Aujourd'hui, c'est Célestin Agbogah de la LTDH qui est dans le viseur pour le rapport parlant de 22 morts seulement. En réalité, lui il a été même très gentil et a réduit le chiffre de 78 morts au moins. Ce gars mérite d'être félicité et même décoré, parce qu'il a « regardé dedans » à « Faure-vi ». Mais là aussi, le pouvoir n'est pas d'accord et est en train de tourner autour de tonton Célestin.

Finalement le « gouverne et ment » veut quoi ? Combien de morts sont morts ? Dans tout ça, il n'avance aucun chiffre pour qu'on sache le vrai nombre officiel de personnes tuées. Mais il est là, quand une organisation sort son rapport, il saute sur son responsable. Entre nous hein, n'est-ce pas la voisine de la sorcellerie ça ? Et pourtant, ce n'est pas si compliqué que ça. Il suffit de faire appel à la Commission « gnassionale » des droits de l'homme du RPT/PUNIR et à son « Pregodent » Alilou. Et lui, en quelques jours seulement, il va pondre un rapport prenant le contrepied parfait de tous ces rapports d'opposants jaloux d'un 4e mandat de « Faure-vi ». Le connaissant, il pourrait même conclure qu'il y a eu zéro mort et que les tirs à balles réelles des « mon pays » ont plutôt ressuscité certains morts de 2005...

Quand Djimon Oré se prend pour un parangon de vertu

Le Togo serait un pays normal que certaines personnes devraient avoir leur place à Azitimé, coincés entre quatre murs. Mais le pays est ce qu'il est et des imposteurs et des aigrefins se permettent de narguer des gens. Voilà un politicard d'une incompétence notoire qui se prend non seulement pour un parangon de vertu et d'excellence, mais aussi pour plus intelligent que les 7 millions de Togolais.

Le politicard en question, seul et unique diplômé de la Fondation Konrad Adenauer au monde, avait défrayé récemment la

chronique pour avoir escroqué des bonnes femmes à hauteur de 80 millions de FCFA. Poursuivi par les victimes, le « désHONORABLE » député, pour se tirer d'affaires, s'est pris à la manière des aigrefins, en brandissant son immunité parlementaire. Ensuite, il changea de numéro de téléphone et plaça ses agents de liaison de terrain en bouclier.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que le député mettait indûment la main dans les fonds qui ne lui appartiennent pas. On se rappelle quand il était ministre de la Communication (2010-2012), Djimon Oré s'était permis de garder par devers lui une demi-douzaine de millions de FCFA destinés aux journalistes. Ce qui avait provoqué un tollé général au sein des médias.

Voilà un tel homme qui traîne derrière lui des casseroles qui s'adonnent à un concert de Rock'n Roll qui, avec le cynisme incroyable qu'on lui connaît, qualifie les recommandations des chefs d'Etat de la CEDEAO de « connerie », de « foutaise ». « La perversité des acteurs politiques togolais fait qu'ils sont en train de faire le jeu du pouvoir, le jeu de la France-Afrique. C'est-à-dire que les recommandations de la CEDEAO rendues publiques est un non-événement. C'est de la foutaise (...) Vous avez vu les tralalas, Paris-Abuja, Accra-Abidjan, tout cela pour sortir ces conneries-là. Je pèse bien mes mots », a débité Djimon Oré.

Pendant plusieurs semaines, pour ne pas dire des mois, le président du Ghana, Nana Akufo-Addo a délaissé ses activités, fait des navettes incessantes entre Accra et Lomé pour tenter de résoudre nos « togolaiseries », et tout ce que le député escroc à trouver à dire, c'est que ce sont des conneries. Vaut mieux en rire, n'est-ce pas ? Les images « satellitaires



Caricaturement Vôtre

Donisen Donald

OUATTARA GRACIE SIMONE GBAGBO. FAUREVI ...



» de la TVT attestent de sa « compétence ». et de la manière dont il a géré les milliards lis à sa disposition pour rénover la « chaîne mère ».

Ladysmorphobie de Snapchat

Snapchat est en train de pousser à la folie dans la gent féminine au pays de l'Oncle « Donald ». De nombreuses jeunes filles veulent aujourd'hui ressembler à leur double Snapchat. Cette envie est devenue une véritable obsession au point que certaines « Ricaines » ont même consulté un chirurgien esthétique pour essayer de ressembler à leur filtre.

Cette situation inquiète trois médecins américains de l'Université de Boston. Le phénomène baptisé « dysmorphophobie de Snapchat », pousse les patients à vouloir ressembler aux versions filtrées d'eux-mêmes, écrit la dermatologue Neelam A Vashi. Les jeunes représentent près de 80% des utilisateurs de la plateforme, mais les classes d'âge des plus touchées n'ont pas été précisées dans l'article publié par le Journal of the American Medical Association.

En rappel, Snapchat dispose de filtres grâce auxquelles les utilisateurs peuvent embellir leurs photos en gommant leurs défauts. Ils se créent alors un physique numérique, avec un nez plus fin, des yeux plus grands et des lèvres plus pulpeuses. Le retour à la réalité est souvent dur face aux imperfections de leurs visages. Ce qui explique cette obsession de vouloir transformer définitivement son corps. Cette pratique est alarmante « dans la mesure où les filtres appliqués aux selfies font apparaître un physique inaccessible et amenuisent la frontière entre la réalité et le fantasme pour ces patients », a ajouté la dermatologue.

Les trois dermatologues craignent une forte hausse de cette pratique. L'année dernière, 55% des chirurgiens américains ont fait face à cette demande contre 42% en 2015. Les Gauloises ne sont pas encore prises aux pièges.

Cette maladie ne risque pas de contaminer les Africaines. Elles ont cette culture d'assumer leurs corps malgré leur nez épaté, les vergétures béates et les cellulites.



Dette publique des pays pauvres très endettés

Les objectifs poursuivis par le FMI et la Banque Mondiale et les étapes

A quoi a servi l'allègement de la dette au Togo ?

Si tous les pays ayant bénéficié de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (IPPTE) avaient fait bon usage de la réduction de leur dette, bien des changements auraient été constatés. Dans une note publiée en mars dernier, il apparaît que l'allègement de la dette avait pour objectif de réduire la pauvreté en libérant des ressources en faveur des dépenses sociales dans les pays fortement endettés et dont les populations grossissent le lot des pauvres dans le monde. Malheureusement, bien des pays ont plongé dans le vice, faute d'avoir su relever le défi. Heureusement que le FMI et la Banque Mondiale semblent avoir changé de paradigme et surveillent depuis un moment l'exécution de l'allègement de la dette.

Au départ, l'objectif poursuivi par le FMI et la Banque mondiale en concédant à réduire la dette visait à garantir qu'aucun pays pauvre ne soit confronté à un fardeau de la dette qu'il ne peut pas gérer. En plus des 36 pays -dont 30 en Afrique- admis à l'IPPTE, on apprend que trois pays supplémentaires sont éligibles à l'aide de l'Initiative PPTE. Entre temps, le service de la dette a été allégé de 76 milliards de dollars au fil du temps.

L'IPPTE lancée en 1996 par le FMI et la Banque mondiale, dans le but de garantir qu'aucun pays pauvre ne soit confronté à un fardeau de la dette qu'il ne peut pas gérer.

Depuis 1999, un examen approfondi de l'Initiative a permis au Fonds de fournir un allègement de la dette plus rapide, plus profond et plus large et a renforcé les liens entre l'allègement de la dette, la réduction de la pauvreté et les politiques sociales. Mais les pays devraient répondre à certains critères, s'engager à réduire la pauvreté par des changements de politique, et faire preuve d'un bon bilan au fil du temps. Le Fonds et la Banque accordent un allègement provisoire de la dette au stade initial et, lorsqu'un pays respecte ses engagements, un allègement intégral de la dette est accordé. Ce processus se déroule en deux étapes.

Dans un premier temps, le pays atteint le point de décision. Pour être pris en compte pour l'assistance de l'Initiative PPTE, tout aspirant doit remplir quatre conditions:

- 1) Avoir le droit d'emprunter auprès de l'Agence de développement international de la Banque mondiale, qui accorde des prêts et des dons sans intérêt aux pays les plus pauvres et au Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et la croissance du FMI;
- 2) Faire face à un fardeau insoutenable de la dette qui ne peut être traité par les mécanismes traditionnels d'allègement de la dette;
- 3) Avoir fait ses preuves en matière de réformes et de politiques viables grâce à des programmes appuyés par le FMI et la Banque mondiale; et
- 4) Avoir développé un Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) à travers un large processus participatif dans le pays.

Ainsi, une fois qu'un pays a satisfait ou satisfait à ces quatre critères, les Conseils d'administration du FMI et de la Banque mondiale décident formellement de son admissibilité à l'allègement de la dette et la communauté internationale s'engage à ramener la dette à un niveau jugé durable. Cette première étape de l'Initiative PPTE est appelée le point de décision. Une fois qu'un pays atteint son point de décision, il peut immédiatement commencer à bénéficier d'un redressement intérimaire de son service de la dette arrivant à échéance.

Vient ensuite le point d'achèvement. Afin de recevoir une réduction totale et irrévocable de la dette disponible dans le cadre de l'Initiative PPTE, le pays doit :

- 1) Établir de nouveaux antécédents de



Christine Lagarde (FMI) et Jim Yong Kim (Banque Mondiale)

bonne performance dans le cadre de programmes soutenus par des prêts du FMI et de la Banque mondiale;

- 2) Mettre en œuvre de façon satisfaisante les réformes clés convenues au point de décision; et
- 3) Adopter et mettre en œuvre son DSRP pour au moins un an.

Une fois qu'un pays a satisfait à ces critères, il peut atteindre son point d'achèvement, ce qui lui permet de recevoir l'intégralité de l'allègement de dette engagé au point de décision.

A ce jour, sur les 39 pays éligibles ou potentiellement éligibles à l'aide au titre de l'initiative PPTE, 36 - dont le Togo- bénéficient d'un allègement total de la dette du FMI et d'autres créanciers après avoir atteint leur point d'achèvement. Trois pays, qui ont été identifiés comme potentiellement éligibles pour l'assistance de l'Initiative PPTE, n'ont pas encore atteint leurs points de décision.

L'allègement de la dette libère des ressources pour les dépenses sociales

Au départ, l'allègement de la dette couvrait un effort beaucoup plus vaste qui comprend également les flux

d'aide, pour répondre aux besoins de développement des pays à faible revenu et faire en sorte que la viabilité de la dette soit maintenue au fil du temps. « Pour que la réduction de la dette ait un impact tangible sur la pauvreté, l'argent supplémentaire doit être dépensé pour des programmes qui profitent aux pauvres », apprend-on. Trois buts étaient visés :

Stimuler les dépenses sociales. Avant l'Initiative PPTE, les pays éligibles dépensaient en moyenne un peu plus pour le service de la dette que pour la santé et l'éducation combinées. Maintenant, ils ont nettement augmenté leurs dépenses en matière de santé, d'éducation et d'autres services sociaux. En moyenne, ces dépenses représentent environ cinq fois le montant du service de la dette.

Réduire le service de la dette. Pour les 36 pays bénéficiant d'un allègement de la dette, le service de la dette payé a diminué d'environ 1,5 point de pourcentage du PIB entre 2001 et 2015.

Améliorer la gestion de la dette publique. L'allègement de la dette a nettement amélioré la situation de la dette des pays ayant atteint le point d'achèvement, ramenant leurs indicateurs de la dette en deçà de ceux des autres PPTE ou non-PPTE. Cependant, beaucoup demeurent vulnérables aux chocs, en particulier ceux qui affectent les exportations. **Pour réduire de manière décisive leurs vulnérabilités liées à la dette, les pays doivent adopter des politiques d'emprunt prudentes et renforcer leur gestion de la dette publique.**

Les défis demeurent

Les pays en phase de pré-décision sont confrontés à des défis communs, notamment la préservation de la paix et de la stabilité, et l'amélioration de la gouvernance et de la fourniture des services de base. Relever ces défis exigera des efforts continus de ces pays pour renforcer les politiques et les institutions, et le soutien de la communauté internationale.

Un autre défi consiste à s'assurer que les pays éligibles obtiennent un allègement complet de la dette de tous leurs créanciers. Bien que les principaux créanciers (la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, le FMI, la Banque interaméricaine de développement et tous les créanciers du Club de Paris) aient fourni leur part de l'allègement de la dette au titre de l'Initiative PPTE, derrière. Les petites institutions plurilatérales, les créanciers bilatéraux officiels non membres du Club de Paris et les créanciers commerciaux, qui représentent ensemble environ 27% des coûts totaux de l'Initiative PPTE, n'ont jusqu'ici apporté qu'une faible part de

l'aide attendue.

Dans l'ensemble, les créanciers bilatéraux non membres du Club de Paris ont fourni environ 47% de leur part de l'allègement de la dette au titre de l'initiative PPTE, mais environ un tiers de ces créanciers n'ont accordé aucun allègement. Bien qu'il y ait eu une certaine augmentation de la livraison au cours des dernières années, le taux de livraison demeure décevant.

L'allègement de la dette des créanciers commerciaux a nettement augmenté ces dernières années grâce à quelques opérations importantes soutenues par les opérations de rachat de la facilité de réduction de la dette de l'IDA. Certains créanciers commerciaux ont intenté des actions en justice contre les PPTE, ce qui a soulevé d'importants problèmes juridiques en matière de partage du fardeau entre tous les créanciers, y compris les institutions multilatérales. Le nombre d'actions en justice intentées contre les PPTE a diminué, puis s'est applati au cours des dernières années.

Compte tenu de la nature volontaire de la participation des créanciers à l'Initiative PPTE, le FMI et la Banque mondiale continueront d'user de persuasion morale pour encourager les créanciers à participer à l'Initiative et à assumer pleinement leur part de l'allègement de la dette au titre de l'Initiative PPTE. Le FMI et la Banque mondiale continueront également d'améliorer leur capacité à surveiller l'exécution de l'allègement de la dette au titre de l'Initiative PPTE. Le FMI continuera de s'occuper des questions liées à la participation à l'Initiative PPTE au cours de ses consultations régulières et d'autres missions dans les pays créanciers.

L'allègement de la dette a-t-il servi à quelque chose au final ?

Une chose est d'aider un pays à voir sa dette allégée. Une autre est de voir ce pays prendre des dispositions pour ne pas retomber dans les travers de la dette, parce que les créanciers ne peuvent pas effacer éternellement les dettes d'un pays dont la gouvernance est aux antipodes de leurs prescriptions.

S'agissant du Togo, l'impression qui s'est dégagée de l'admission du pays à l'IPPTE en 2011 est que le point d'achèvement a semblé le déclencheur d'une autre course à un nouvel endettement. Ainsi, de 42%, ou 44%, niveau auquel était descendue la dette extérieure du Togo, le pays a été classé en 2016 en situation de « *risque d'endettement élevé* ». Et ceci, après seulement 5 ans !

De plus, lorsqu'on passe à la loupe les DSRP1, 2 ou la SCAPE (Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi), les dépenses sociales qui devraient profiter de l'allègement de la dette sont difficilement perceptibles. Par contre, les dépenses fastueuses, somptuaires et de prestige ont augmenté. De là à penser que l'allègement a dégagé des ressources pour des dépenses autres que sociales, le doute n'était même plus permis. Comment les bailleurs ne seraient pas réticents à poursuivre l'IPPTE ? Aujourd'hui, une chose est « *d'user de persuasion morale pour encourager les créanciers à participer à l'Initiative et à assumer pleinement leur part de l'allègement de la dette au titre de l'Initiative PPTE* », mais le plus important est de faire un bilan sur comment certains pays ont fait usage de cet allègement.

Godson. K.

Avenir du Togo : La CEDEAO choisit l'avenir de Faure Gnassingbé

Suite de la page 2

résolution de la crise politique déclenchée au Togo par l'« Insurrection populaire du 19 août 2017 », ne peut se solder par un jeu à somme nulle. Ou encore, pour reprendre un terme à la mode dans les cercles économiques libéraux par un accord gagnant-gagnant qui n'est la plupart du temps qu'un leurre.

La réalité des faits, vérifiable par tous, est qu'il existe aujourd'hui un fossé incommensurable entre les ouvriers, employés et paysans du Togo et l'infime minorité qui à la tête de l'état et dans les cercles concentriques proches du pouvoir se gave chaque jour davantage en pillant la richesse de la ressource nationale.

Dans ces conditions les tenants du pouvoir verront ce verre plutôt vide car rien ne les assure qu'ils pourront demain continuer à piller et se gaver et les millions de togolais qui aspirent à améliorer leur vie, ceux de l'Insurrection populaire du 19 août 2017, le verront peu plein, car ils ne sont pas assurés avec cette Feuille de Route que les conditions seront réunies demain pour que leur vie s'améliore.

4. Des avancées trompe-l'œil

Reste la question des acquis listés par les facilitateurs que

semble contenir ce texte : la limitation à deux des mandats présidentiels et le scrutin à deux tours. Tout ceci ne dépend finalement que d'une chose essentielle c'est la question de l'honnêteté des résultats des votes donc la question centrale incontournable de la Vérité des Urnes. Sur ce point essentiel la Feuille de Route contient peu ou pas de précisions susceptibles de mettre en branle un réel processus de réformes.

Il est possible apprécier les objectifs non-dits de la Feuille de Route à l'aune de ce paragraphe : « Elle appelle, [la Commission de la CEDEAO. NDLR] par la même occasion, les acteurs politiques et la société civile de s'abstenir, en toute circonstance, des actes et propos susceptibles d'alimenter de nouvelles tensions et de compromettre les efforts en cours. » Une manière "élégante" de demander aux acteurs de l'« Insurrection populaire du 19 août 2017 » de rentrer à la maison pour ne pas entraver les palabres sans fin qui ne manqueront pas de s'engager.

5. Les organisations de la société civile et de la diaspora sous-estimées par la CEDEAO

Il est également important de relever que la Feuille de Route de la

CEDEAO, en ne faisant référence qu'à la C14 ignore superbement le rôle politique des organisations de la société civile et de la Diaspora dont beaucoup d'entre elles se sont impliquées dans les actions de diverse nature, menées en soutien, dans l'esprit et le cadre de l'Insurrection populaire du 19 août 2017.

La Diaspora plurielle et indépendante et les organisations de la société civile ont pourtant toute leur place et un rôle politique, économique, social et culturel à jouer dans l'élaboration des solutions à la crise et dans leur mise en œuvre le moment venu. Elles doivent donc continuer à mener le combat pour être non seulement reconnues par la CEDEAO mais également associées par la C14 à toutes les négociations à venir.

La question de leur association à toutes les initiatives qui découleront de la nouvelle situation à compter du 1er août est l'un des enjeux majeurs de la réussite du processus qui s'ouvre désormais.

6. Les prisonniers politiques abandonnés à leur sort et livrés à une justice aux ordres

Quand la Feuille de Route

Suite à la page 7



ACTU

Avenir du Togo : La CEDEAO choisit l'avenir de Faure Gnassingbé

Suite de la page 6

poursuit : « Elle exhorte les forces de sécurité à faire preuve de professionnalisme dans leur mission de maintien d'ordre, de préservation de la sécurité des biens et des personnes », les pairs de Faure Gnassingbé savent pertinemment que c'est le Ministre de la Défense en exercice Faure Gnassingbé lui-même qui donne les ordres aux forces de sécurité, qui molestent les citoyens, bastonnent, embastillent au mépris de toute procédure judiciaire.

Et quand la Feuille de Route « encourage le Gouvernement togolais à poursuivre les mesures de confiance et d'apaisement en accélérant les procédures judiciaires relatives aux personnes arrêtées lors des manifestations politiques et d'étudier la possibilité de mesures additionnelles en faveur de ces personnes. », que peut-il sortir de positif de procédures initiées par une justice aux ordres du pouvoir, en faveur de prisonniers dont le seul tort est de réclamer leur droit au respect de la Constitution de 1992 et de ce fait, rappeler pacifiquement au pouvoir autoritaire de Faure Gnassingbé, que face à un troisième mandat non conforme à ce que le peuple s'est donné comme Loi fondamentale, sa démission s'impose et cela ne peut que le faire entrer dans l'histoire de la Démocratie.

Nous sommes ici bien loin de l'apaisement recommandé par la Feuille de Route capable de dire une chose dont les faits attestent du contraire.

Faire croire que le régime politique dirigé par Faure Gnassingbé est un régime démocratique, alors que le pouvoir politique du Togo est carrément hors-normes du point de vue de la démocratie relève du leurre.

7. Quelques recommandations inévitables, mais l'essentiel rangé au rang des accessoires !

Dans le rapport final, la position des pairs de Faure Gnassingbé s'apparente à de la provocation lorsqu'ils se « réjouissent »... « des dispositions envisagées par le Gouvernement Togolais dans la préparation, l'organisation et le déroulement d'élections transparentes, crédibles et inclusives ».

8. Une organisation électorale évanescence

A quelle date le pouvoir des Gnassingbé a-t-il organisé au Togo des élections libres et transparentes exprimant la Vérité des Umes ? Le Peuple togolais déplore depuis trop longtemps les listes électorales non fiables, le refus obstiné de recenser les membres de la Diaspora pour leur permettre de voter dans les meilleures conditions, pour avaliser cette assertion des chefs d'Etat de la CEDEAO et leur accorder un blanc-seing.

Quant au déploiement des observateurs électoraux l'histoire politique du Togo témoigne à profusion :

- soit de la collusion de ceux-ci avec le pouvoir, notamment lorsque les observateurs de la CEDEAO ont avalisé en 2005 et depuis, tous les

scrutins frauduleux organisés sous l'ère Faure Gnassingbé ;

- soit que les recommandations produites dans les rapports des nombreuses missions d'observation électorale, notamment ceux de l'Union Européenne, sont toujours restées lettre morte et n'ont jamais été prises en considération par le pouvoir.

Le Président en exercice de la Commission de la CEDEAO, l'ivoirien Jean-Claude Brou, a eu beau déclarer lors de l'ouverture de la 53e session des Chefs d'Etat et de gouvernement que « la CEDEAO entend renforcer la culture démocratique dans l'espace communautaire conformément au Protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance, la prévention et le règlement des conflits », le résultat final des travaux transcrit dans la Feuille de Route, semble sonner aussi creux qu'une calebasse vide et classe son discours au chapitre des incantations.

Le Peuple togolais n'a pas oublié les conditions dans lesquelles Faure Gnassingbé a accédé au pouvoir en 2005. Le président du Mali Oumar Alpha Konaré qui était président de la Commission de l'Union Africaine, avait alerté ses pairs sur le manque de fiabilité de Faure Gnassingbé, autrement dit que l'on ne pouvait pas lui faire confiance dans la mesure où c'est un coup d'Etat institutionnel organisé par les officiers supérieurs des Forces armées togolaises, qui l'a porté au pouvoir. A l'époque, malgré l'avertissement de M. Oumar Alpha Konaré, malgré les 500 morts et les dizaines de milliers d'exilés, recensés dans un rapport de l'ONU et plus de 1200 morts selon d'autres sources au Togo, la CEDEAO a avalisé les résultats des élections qui ont été proclamés par la CENI. Elle a demandé à l'opposition de respecter la voie légale et présenter ses revendications par la voie de négociations. Et ce sont ces négociations qui ont conduit en août 2006 à la signature de l'Accord Politique Global (APG). Nous savons ce qu'il est advenu de l'APG foulé au pied et jamais mis en œuvre par Faure Gnassingbé malgré 27 dialogues tous neutralisés, donc infructueux et inefficaces.

Dans ces conditions, sur la base des expériences du passé, il faudra autre chose qu'une Feuille de Route aux contours très flous et imprécis, pour que la CEDEAO retrouve de la crédibilité auprès du Peuple togolais. Il faudra un véritable Programme sur l'Avenir du Togo.

9. Un comité de suivi en lieu et place d'un régime politique de transition

Quand il s'est agi de donner un contenu concret palpable qui aurait constitué une réelle avancée et permis de prendre cette Feuille de Route au sérieux, la CEDEAO n'a pas brillé par son courage, ni par sa capacité à écouter le Peuple togolais et à innover.

La Coalition des 14 partis de l'opposition, a demandé aux facilitateurs une période de transition politique chargée de mettre en œuvre les

réformes idoines pour enfin organiser des élections acceptées par tous et commencer à engager le Togo sur la voie de la construction démocratique.

Mais dans sa feuille de route, la CEDEAO a plutôt préféré un "Comité de Suivi" veillant à l'exécution des mesures préconisées. Le Peuple togolais connaissant bien les pratiques politiques de Faure Gnassingbé et de ses soutiens, le pouvoir RPT/UNIR et la partie non-républicaine des Forces Armées togolaises, ne se fait donc aucune illusion sur la portée d'un tel instrument.

Selon un adage bien connu « si vous voulez enterrer un problème nommez une commission... ». En remplaçant le mot Commission par celui de Comité, nous arrivons au même résultat.

Et pour paraphraser le Général de Gaulle nous pourrions dire ici « que ce n'est pas ce que pensent le comité Gustave, le comité Théodule ou le comité Hippolyte », qui est important mais ce qui est « utile au Peuple togolais ».

Dans le contexte togolais, il n'est pas assuré que ce nouvel instrument à minima, soit utile aux intérêts du Peuple togolais et le syndrome du Comité Théodule guette le Comité de Suivi.

Le gouvernement de Transition serait donc remplacé en quelque sorte par ce Comité de Suivi. Mais si cet organe se veut un organe de transition, il est par nature mort-né car en aucun cas une autorité d'essence supra nationale ne peut diriger les affaires du Togo au mépris de la souveraineté nationale.

10. Que faire ? Ne pas désarmer et se retrouver autour d'un programme commun sur l'avenir du Togo !

Cette situation ne constitue pas une surprise pour le RCDTI qui a dans sa Lettre ouverte du 6 juin 2018 adressée à L'exécutif togolais, aux partis politiques togolais, à la société civile togolaise, à la Diaspora togolaise, à la CEDEAO, à l'Union africaine, à l'Organisation Internationale de la Francophonie, à la Communauté internationale, aux Nations Unies, à quelques dirigeants d'Etat occidentaux, amis du Togo, etc., avait anticipé la situation actuelle lorsqu'il écrivait : « Il est donc demandé à l'ensemble des récipiendaires de cette Lettre ouverte et plus particulièrement à la CEDEAO sous la présidence tournante du Président nigérian, Muhammadu Buhari et de l'Union africaine sous la présidence tournante de Paul Kagamé, d'opter pour une véritable conférence inter-togolaise qui n'exclut ni la Diaspora, ni la société civile, ni les dirigeants de certains partis politiques indépendants. Tous doivent pouvoir bénéficier d'une sécurité rapprochée et le droit d'expression et de réunion pour réussir une Conférence fondant le retour de la confiance au Togo. »

Ainsi le Peuple togolais qui majoritairement aspire à la transformation en profondeur et durable de la société togolaise est véritablement à la croisée des chemins.

La Feuille de Route de la CEDEAO ne manifeste pas un élan notoire allant dans le sens de la satisfaction des revendications posées par le Peuple togolais depuis un an. La coalition C14 qui a négocié seule cette Feuille de Route n'a pas davantage de raisons d'être réellement satisfaite par le résultat obtenu.

Ainsi, par souci de clarté il ne faut pas craindre de désigner les choses par leur nom : la Feuille de Route de la CEDEAO est :

- un aveu d'échec de la CEDEAO, à moins de considérer que la CEDEAO ne pouvait frontalement s'opposer à Faure Gnassingbé, le président en exercice en partance ;

- un véritable échec pour le Peuple togolais qui n'entrevoit pas dans les propositions la satisfaction de ses revendications ;

- un aveu d'échec pour la Coalition C14 qui s'est posée de manière unilatérale comme seule interlocutrice de la CEDEAO et des facilitateurs en écartant les organisations de la société civile et de la diaspora.

RCDTI recommande donc au Peuple togolais de ne pas se démobiliser et au contraire de redoubler d'ardeur pour convaincre encore plus de citoyens de reprendre le combat pour la liberté et la démocratie. La mobilisation doit se faire dans toutes les villes et dans le moindre village du Togo, partout au plus près des populations.

Dans cette mobilisation le rôle de la jeunesse du Togo est crucial. Les organisations de la société civile, ont à ce titre un rôle éminent à jouer pour mobiliser le plus grand nombre de jeunes togolais et togolaises.

11. Recommandations en vue du retour à la mobilisation pacifique

Le Peuple togolais ne peut se laisser endormir par ceux qui parlent en son nom. Aussi, ce peuple doit prendre conscience que sa seule arme est bien l'insurrection populaire. En aucun cas, il ne faut stopper les marches pacifiques. Il s'agit d'un marathon démocratique.

Les responsables de la Coalition des 14 partis politiques, la Diaspora plurielle et indépendante, la société civile togolaise, les partis politiques non membres de la Coalition des 14 partis politiques doivent s'engager sur ce point. Ceux qui ont stoppé les marches, même temporairement, seront complices de futures élections frauduleuses et auront à nouveau légitimé

le pouvoir de Faure Gnassingbé.

Aussi, chacun doit se déterminer et organiser les prochaines marches sur le thème d'une remobilisation du Peuple togolais autour d'un programme commun pour l'avenir du Togo. Cela ouvrira la porte à un vaste Mouvement pour l'Avenir du Togo.

Aussi, pour y parvenir, il faudra améliorer le rapport de force en faveur du Peuple togolais.

- La C14 par la voix de sa coordinatrice, Mme Brigitte Kafui ADJAMAGBO-JOHNSON, a déclaré avoir fait aux facilitateurs désignés par la CEDEAO, des propositions très détaillées au sujet de la transition politique. Puisque la CEDEAO n'a pas jugé utile de s'engager dans la voie d'une transition politique, qui est pourtant l'option possible et viable, il est nécessaire par souci de clarté de rendre publiques ces propositions détaillées, pour le renforcement de la lutte qui doit désormais s'engager et pour renforcer et amplifier l'Insurrection populaire du 19 août 2017. En effet, il s'agit de pouvoir améliorer le rapport de force en faveur du Peuple togolais.

- En faisant une distinction entre gouvernement transition et un gouvernement d'union nationale l'avenir du Togo ne peut s'écrire avec Faure Gnassingbé. Aussi, toute transition sérieuse devrait permettre à un chef de gouvernement, ce pour une durée limitée en référence à la Constitution de 1992, de mettre en œuvre des réformes constitutionnelles, institutionnelles, électorales et de vérité des urnes et de comptes publics afin d'assurer non

Suite à la page 8

ça va se savoir

Rencontre à la piscine (02)

Kaféchina se présenta à Assibi et accepta également sa proposition, celle de l'entraîner à la nage papillon. Les deux sympathisèrent. Ils choisirent une place à l'écart pour discuter cordialement.

Après de longues minutes de discussions, Kafé et Assibi replongèrent dans l'eau pour une course en brasse puis en crawl. Pour la première nage, ils arrivèrent presque au même moment et pour la deuxième, le gars remporta la partie. Les autres nageurs les applaudirent chaleureusement. « C'est suffisant pour aujourd'hui. Je vais rentrer maintenant », prévient Assibi. Kafé laissa la nana prendre l'escalier, puis la suivit. Cette fois-ci, ils prirent la douche au même moment et allèrent ensemble au vestiaire. Pendant qu'ils troquaient leurs maillots mouillés contre des vêtements secs, Kaféchina n'avait qu'une idée en tête. Défoncer la porte de la cabine d'Assibi et la plaquer contre le mur et lui faire l'amour à satiété. « Elle est tellement belle et attirante », soupira-t-il. Il se réveilla de sa rêverie et s'habilla précipitamment parce qu'il ne voulait pas que sa charmante amie parte sans avoir pris ses contacts.

Il vit Assibi prendre la porte et la hélé. « Tu dois avoir la gorge sèche. Puis-je t'inviter à prendre un pot ? », proposa le jeune homme. La nana accepta l'invite. Quelques minutes après, il se gars devant un bistrot.

Kaféchina et Assibi étaient très détendus pendant qu'ils prenaient leurs breuvages. Le gars trouva la nana très ouverte et surtout très drôle. Il put alors lui faire des compliments qui lui brûlaient les lèvres depuis. « Tu es très belle et tu as tout pour plaire à un homme », dit-il. « Merci ! J'aimerais te dire la même chose », fit la nana qui le fixait avec des yeux coquins.

Après ces confidences, les échanges furent plus faciles et plus directs encore. Le gars ne s'empêchait pas de dire tout ce qu'il pensait de son amie. Celle-ci était ravie de lui faire si bonne impression. Elle n'hésiterait pas à avoir une aventure avec lui si l'occasion se présentait. Déjà, à la manière dont Kafé la regardait, c'était clair qu'il est à la quête d'une aventure.

Les deux amis flirtaient désormais à travers les regards et les mots. L'heure, elle, ne pouvait les attendre. Assibi demanda donc à prendre congé. Elle avait un impératif. L'instant magique qu'ils vivaient devait donc prendre fin. Kaféchina avait un pincement au cœur mais, il appela la serveuse et régla l'addition. Déjà, la jeune femme se leva de table. « Laisse-moi te déposer chez toi », pria le mec. Il se leva à son tour et attrapa la main de la go qu'il relâcha aussitôt. Ce contact bref et désespéré électrisa Kaféchina. La nana lui faisait un effet inexplicable. A suivre

L.R.

N'oubliez pas les préservatifs après que vous vous êtes délectés de cette aventure

ETS AMAZONE ALU

Tous travaux de Menuiserie Aluminium

Vitrerie – Miroiterie – Porte – Fenêtre – Rideaux à

bandes – Grille de Galva – Mur rideaux – Volet roulant

Commandez vos matériels de maison chez ETS

AMAZONE ALU

Responsable :

SIGNON Innocencia

Tél : 91338743 / 99244556

ACTU / ANNONCE

Avenir du Togo : La CEDEAO choisit l'avenir de Faure Gnassingbé

Suite de la page 7

seulement une alternance, mais une démocratie, la vraie au Togo.

La nomination d'un gouvernement de transition, implique de facto la nomination d'un Ministre de la Défense à part entière autre que le Président de la République qui exerce actuellement cette fonction.

Dans ce cadre il est impératif de s'atteler à offrir un programme commun pour l'avenir du Togo dont un volet sera consacré à la période transitoire. C'est en partie la tâche à laquelle s'emploie actuellement le RCDTI, comme suite à la lettre ouverte de RCDTI du 6 juin 2018.

RCDTI réitère la proposition contenue dans sa Lettre ouverte et appelle toutes les bonnes volontés qui s'affichent indépendantes du pouvoir de Faure Gnassingbé, à venir contribuer à son élaboration.

RCDTI rappelle que même la CEDEAO a été touchée par un esprit d'amnésie en oubliant les élections locales systématiquement « oubliées » par le pouvoir cinquantenaire des Gnassingbé fondé sur le soutien de la partie non républicaine de l'armée togolaise.

Refuser de s'engager dans la préparation des élections législatives et locales tant que les réformes susceptibles d'en assurer la transparence et la régularité n'auront pas été abouties et les moyens d'assurer la transparence des scrutins intégralement mis en place ; le comité de suivi de la CEDEAO pourra alors constater si les avancées qui n'ont pas eu lieu depuis l'Accord politique global de 2006 le seront dans les mois qui suivent ;

RCDTI exige un recensement complet de la population car, ce n'est pas seulement la Diaspora, mais aussi de nombreuses personnes en zones rurales et péri-urbaines qui n'ont pas été enregistrées lors du précédent recensement. Il ne s'agit donc pas d'un toilettage du « fichier électoral » déjà concocté par une société belge sensée « préparer » une partie des résultats des élections à venir ; Aussi, le fichier électoral devra être publié au moins 3 mois avant toutes élections afin de permettre au pouvoir en place de ne pas éliminer d'honorables citoyens et empêcher les recours juridiques de s'opérer.

Enfin, Il est demandé à Faure Gnassingbé de publiquement s'engager à publier les résultats du recensement, du fichier électoral comprenant la Diaspora et permettre à une justice indépendante de réintégrer les Togolais et Togolaises entièrement à part du fait du pouvoir en place.

Au final, la Feuille de Route de la CEDEAO pose en fait plus de problèmes qu'elle était pourtant sensée résoudre. Ce que la CEDEAO a refusé d'acter dans la clarté, il nous appartient, la partie indépendante du Peuple togolais et ce collectivement, de le réaliser par nous-mêmes et de permettre des adhésions sur le futur que chacun souhaite avoir au Togo. Pour ce faire, il faudra corriger les erreurs stratégiques passées et revoir la composition du C14 vers un élargissement et un mode décisionnel élargi et démocratique.

Il est impératif que la résistance patriotique et populaire s'organise désormais de manière encore plus large et dynamique pour organiser

l'avenir du Togo sans ceux qui ont organisé un Togo sans avenir, notamment pour les jeunes ! RCDTI.

3 août 2018

Dr Yves Ekoué AMAÏZO

François FABREGAT

Direction du Comité de rédaction
Réseau de Coordination de la
Diaspora Togolaise Indépendante
(RCDTI)

¹ CEDEAO (2018). « Nigerian President Muhammadu Buhari has been elected the new chairperson of the Economic Community of West African States (ECOWAS) in Togo's capital Lome ». In AfricaNews.com. 31 July 2018. Accédé le 3 août 2018. Voir <http://www.africanews.com/2018/07/31/nigeria-s-buhari-elected-new-chairman-of-ecowas/>

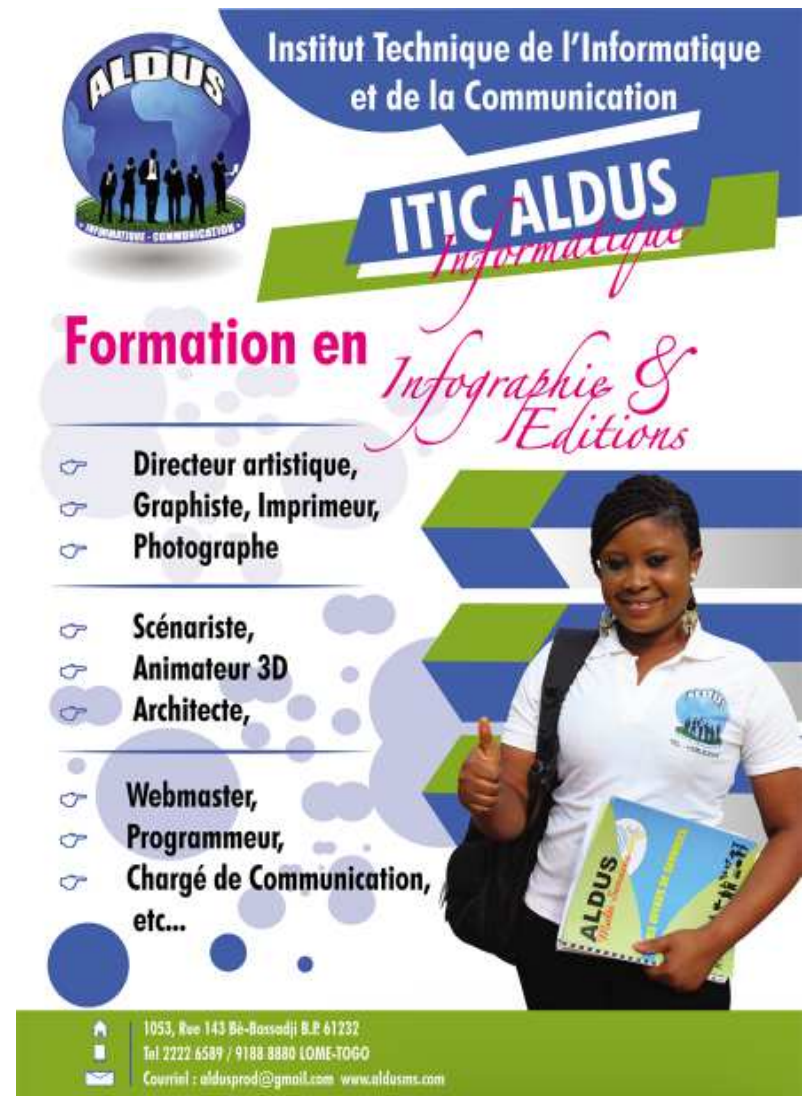
² Akpa, G. (2018). « La Feuille de route de la CEDEAO pour le Togo ». In *icilome.com*. 31 juillet 2018. Le fichier pdf est un extrait du rapport final de la CEDEAO sur la partie concernant le Togo. Accédé le 3 août 2018. Voir <http://www.icilome.com/nouvelles/news.asp?id=1&idnews=851676>

³ Marzin, R. (2018). « Conférence de presse du Coditogo sur la « Feuille de route » de la CEDEAO. Compte-rendu du 1er août 2018. Accédé le 3 août 2018. Voir <http://www.icilome.com/nouvelles/news.asp?id=1&idnews=851712>

⁴ RCDTI (2018). Lettre ouverte. Lettre ouverte de personnalités et amis du Togo pour l'avenir du Togo. Adressée A l'exécutif togolais, aux partis politiques togolais, A la diaspora togolaise, à la société civile togolaise, A la CEDEAO, à l'Union africaine, à l'Organisation internationale de la

francophonie, à la Communauté internationale, aux Nations unies, etc. : Pour retrouver le Respect de la souveraineté du Peuple togolais. 6 juin

2018. Accédé le 2 août 2018, voir <http://cvu-togo-diaspora.org/2018/06/05/lettre-ouverte-de-personnalites-et-amis-du-togo-pour-lavenir-du-togo/12923>



ALDUS
INFORMATIQUE - COMMUNICATION

Institut Technique de l'Informatique et de la Communication

ITIC ALDUS
Infomatique

Formation en
Infographie & Editions

- Directeur artistique,
Graphiste, Imprimeur,
Photographe
- Scénariste,
Animateur 3D
Architecte,
- Webmaster,
Programmeur,
Chargé de Communication,
etc...

1053, Rue 143 Bè-Bossodji B.P. 61232
Tél 2222 6589 / 9188 8880 LOME-TOGO
Courriel : aldusprod@gmail.com www.aldusms.com

Tous à l'école
le prêt pour payer l'école de vos enfants



BOA accompagne
la scolarité
de vos enfants

BANK OF AFRICA
Groupe BMCE BANK

www.boa.togo.com